

# DEC 29/2016

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2016-2017

---

---

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale  
le 27 octobre 2016

---

---

Enregistré à la Présidence du Sénat  
le 27 octobre 2016

## TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

**Proposition de virement de crédits** n° DEC 29/2016 à l'intérieur de la section III – Commission – du budget général pour l'exercice 2016

E 11577





Conseil de  
l'Union européenne

Bruxelles, le 19 octobre 2016  
(OR. en)

13316/16

FIN 657

## PROPOSITION

---

Origine: Madame Kristalina GEORGIEVA, vice-présidente de la Commission européenne

Date de réception: 17 octobre 2016

Destinataire: Monsieur Peter KAŽIMÍR, président du Conseil de l'Union européenne

Objet: Proposition de virement de crédits n° DEC 29/2016 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2016

---

Les délégations trouveront ci-joint le document DEC 29/2016.

p.j.: DEC 29/2016



BRUXELLES, LE 13/10/2016

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2016  
SECTION III - COMMISSION TITRE: 19

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 29/2016

---

**ORIGINE DES CRÉDITS**

**DU CHAPITRE - 1903** Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)

POSTE - 19 03 01 04 Autres mesures et opérations de gestion de crise	CE	-10 000 000,00
	CP	-10 000 000,00

**DESTINATION DES CRÉDITS**

**AU CHAPITRE - 19 02** Instrument contribuant à la stabilité et à la paix - Réaction aux crises, prévention des conflits, consolidation de la paix et préparation aux crises

ARTICLE - 19 02 01 Réponse aux situations de crise et de crise émergente	CE	10 000 000,00
	CP	10 000 000,00

## I. PRÉLÈVEMENT

### I.1

#### a) Intitulé de la ligne

19 03 01 04 - Autres mesures et opérations de gestion de crise

#### b) Données chiffrées à la date du 27/09/2016

	CE	CP
1A Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	148 770 000,00	116 835 000,00
1B Crédits de l'exercice (AELE)	0,00	0,00
2 Virements	-23 000 000,00	0,00
3 Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	125 770 000,00	116 835 000,00
4 Exécution des crédits définitifs de l'exercice	54 474 614,39	47 006 290,56
<b>5 Crédits inutilisés/disponibles (3-4)</b>	<b>71 295 385,61</b>	<b>69 828 709,44</b>
<b>6 Besoins jusqu'à la fin de l'exercice</b>	<b>61 295 385,61</b>	<b>59 828 709,44</b>
<b>7 Prélèvement proposé</b>	<b>10 000 000,00</b>	<b>10 000 000,00</b>
8 Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	6,72 %	8,56 %
9 Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 26, par. 1, pt. b), du règlement financier, calculé selon l'article 14 des règles d'application par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

#### c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	CE	CP
1 Crédits disponibles en début d'année	1 317 929,37	1 317 929,37
2 Crédits disponibles à la date du 27/09/2016	1 803 891,57	0,00
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	-36,87 %	100,00 %

#### d) Justification détaillée du virement

Selon la planification actuelle, aucune mission ou action nouvelle au titre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) ne sera lancée en 2016. Après prise en compte de l'ensemble des actions en cours, un montant de 10 millions d'EUR en crédits d'engagement et en crédits de paiement peut être mis à disposition pour la présente demande de virement.

Au total, si on retient également les propositions de virements n<sup>OS</sup> DEC 27/2016 et DEC 30/2016, un montant de 30 millions d'EUR en crédits d'engagement et de paiement est proposé pour un redéploiement à partir de cette ligne budgétaire.

## **II. RENFORCEMENT**

### **II.1**

#### **a) Intitulé de la ligne**

**19 02 01 - Réponse aux situations de crise et de crise émergente**

#### **b) Données chiffrées à la date du 27/09/2016**

	<b>CE</b>	<b>CP</b>
1A Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	226 506 177,00	153 139 600,00
1B Crédits de l'exercice (AELE)	0,00	0,00
2 Virements	8 000 000,00	16 697 897,35
3 Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	234 506 177,00	169 837 497,35
4 Exécution des crédits définitifs de l'exercice	132 744 000,00	147 846 748,81
<b>5 Crédits inutilisés/disponibles (3-4)</b>	<b>101 762 177,00</b>	<b>21 990 748,54</b>
<b>6 Besoins jusqu'à la fin de l'exercice</b>	<b>111 762 177,00</b>	<b>31 990 748,54</b>
<b>7 Renforcement proposé</b>	<b>10 000 000,00</b>	<b>10 000 000,00</b>
8 Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	4,41 %	6,53 %
9 Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 26, par. 1, pt. b), du règlement financier, calculé selon l'article 14 des règles d'application par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

#### **c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)**

	<b>CE</b>	<b>CP</b>
1 Crédits disponibles en début d'année	523 366,82	1 413,10
2 Crédits disponibles à la date du 27/09/2016	523 366,82	0,00
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	0,00 %	100,00 %

#### **d) Justification détaillée du virement**

Vu le nombre et l'intensité des situations de crise à travers le monde, qui sont à l'origine de la pression migratoire qui s'exerce sur l'Union, la gravité des enjeux actuels en matière de sécurité nécessite d'intensifier les interventions au titre de l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP).

Cet instrument contribue aux efforts de l'UE visant à honorer les engagements pris lors de la conférence de Londres sur la Syrie, ainsi qu'à l'égard de la facilité en faveur des réfugiés en Turquie. Du fait de l'évolution de la situation en Ukraine, en Libye, en Iraq, au Soudan du Sud et dans de nombreux autres pays, de nouveaux besoins continuent d'apparaître. En Colombie et au Myanmar, les processus de paix et les efforts de réforme entamés sont en voie de consolidation, tandis qu'au Burundi et en Afghanistan, l'aide fournie au titre de l'IcSP vise à empêcher l'escalade des conflits.

Depuis le 3 octobre, des mesures au titre de cet instrument ont été annoncées au Comité politique et de sécurité (COPS) au sein du Conseil pour un total de 230 millions d'EUR. 84 % d'entre elles ont été adoptées ou sont en cours d'adoption. Des mesures de réaction aux crises, représentant 26 millions d'EUR supplémentaires, sont en préparation, ce qui ne laisse que 1 million d'EUR pour de nouvelles actions au titre de l'IcSP jusqu'à la fin de 2016.

En outre, de nouvelles propositions pour un montant d'environ 4 millions d'EUR sont en train d'être recensées, mais elles ne peuvent être couvertes par les ressources disponibles. Parmi celles-ci figurent l'aide au déminage en Libye, l'assistance à la Tunisie face à la menace du terrorisme et le soutien à la Jordanie pour permettre à ce pays d'améliorer sa stratégie en matière de sécurité des communautés dans les zones accueillant des réfugiés syriens.

L'IcSP doit en outre garder une certaine marge afin de pouvoir remplir sa mission principale jusqu'à la fin de l'année, à savoir intervenir en cas de nouvelles situations de crise imprévues ou en présence de fenêtres d'opportunité contribuant au règlement des conflits. Tel est le cas, par exemple, au Gabon, où les récentes élections pourraient entraîner une forte détérioration de la situation, ou en Libye, dont la situation pourrait s'aggraver et nécessiter une aide extérieure à bref délai.

Par conséquent, des crédits d'engagement supplémentaires, pour un montant de 10 millions d'EUR, sont demandés pour couvrir au moins une partie des actions en préparation et pour faire face à des événements nouveaux ou imprévus.

À la date du 7 septembre 2016, 145 millions d'EUR, soit 95 % des crédits de paiement disponibles, avaient été utilisés. Aux fins du versement des préfinancements les plus urgents, un montant supplémentaire de 10 millions d'EUR en crédits de paiement est requis en complément des renforcements (35 millions d'EUR) demandés dans le virement dit global (DEC 23/2016).